

Pôle Vétérinaire
Service ICPE

Chambéry, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DE L'ABATTOIR DE CHAMBERY

Place DU CHATEAU
HOTEL DU DEPARTEMENT - CHATEAU DUCS DE SAVOIE
73018 CHAMBERY CEDEX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DE L'ABATTOIR DE CHAMBERY implanté Place DU CHATEAU HOTEL DU DEPARTEMENT - CHATEAU DUCS DE SAVOIE 73018 CHAMBERY CEDEX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est diligentée à la demande de Mme Collignon du commissariat de Police à Chambéry en charge de l'instruction judiciaire de la procédure engagée suite à la fuite d'un bovin le 27 mars 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DE L'ABATTOIR DE CHAMBERY
- Place DU CHATEAU CHATEAU DUCS DE SAVOIE 73018 CHAMBERY CEDEX
- Code AIOT dans GUN : 0057300407
- Régime : Autorisé

Le Syndicat Mixte de l'Abattoir de Chambéry exploite au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), un abattoir multi-espèces. Cet outil industriel est exploité par la Société Savoie Abattage (SAB), sur la base d'une convention de délégation de service public. Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre des ICPE. Il dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 27/10/2012 qui gère le fonctionnement de l'établissement au titre de la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accès au site par les tiers. Dispositifs de lutte contre la fuite des animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	/	
Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7	/	
APMD Clôtures	AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD Clôtures	AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1	/	
APMD Clôtures	AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1	/	
APMD Clôtures	AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1	/	
AP Autorisation Accès au site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 71.4	/	
AP Autorisation règlement de circulation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 71.5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que l'exploitant respecte les dispositions opposables au titre des contrôles des accès au site, ainsi que celles interdisant la fuite des animaux.

Les dispositions imposées à l'exploitant par arrêté de prescription de mise en demeure en date du 15 mai 2019, ont été respectées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : Il est constaté que l'ensemble du site est clos par une clôture grillagée métallique. Le site dispose de deux portails avec ouverture automatique et à distance.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exploitation et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent : les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
Constats : Il est constaté que l'installation est sous vidéo-surveillance. Une astreinte est mise en place 24 heures/24 et 7 jours/7. Il est constaté que l'exploitant a mis en place des procédures relatives au déchargement des animaux, la circulation et les conditions d'accès au site. La dernière version est remise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : APMD Clôtures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 7-1-4 de l'AP en date du 26/10/2012. Il doit notamment : - Mise en oeuvre de la fermeture automatique du portail d'accès après l'entrée des bétailières
Constats : Il est constaté, lors de ma visite sur site, alors que j'attends l'ouverture du portillon d'accès, le fonctionnement de l'accès au site d'une bétailière. Un véhicule lourd disposant d'une remorque se présente devant le portail. Le chauffeur descend de son véhicule et se faire connaître par l'intermédiaire d'un audiophone auprès de l'agent de l'accueil de l'abattoir. Le portail est ouvert à distance. Le chauffeur reprend la conduite et pénètre dans l'enceinte de l'établissement. Environ 30 secondes après le passage du véhicule, il est constaté la fermeture automatique du portail. La fermeture est effective au préalable de la possibilité de la décharge des animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : APMD Clôtures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 7-1-4 de l'AP en date du 26/10/2012. Il doit notamment modifier le protocole de déchargement des animaux vivants en intégrant l'interdiction de déchargement avant la fermeture effective du portail d'accès.
Constats : L'exploitant présente les protocoles en cours de validité. Il apparaît que ces protocoles sont tous postérieurs à la date de mise en demeure. Actuellement la procédure "fuite animaux" est en cours de révision à nouveau.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : APMD Clôtures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 7-1-4 de l'AP en date du 26/10/2012. Il doit notamment remettre en état l'intégrité de la clôture endommagée
Constats : Il est constaté que les clôtures sont en état satisfaisant. Il apparaît que les zones végétalisées dans le site et hors site (zone SNCF) sont entretenues. La végétation arbustive a été coupée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : APMD Clôtures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2019, article 1
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 7-1-4 de l'AP en date du 26/10/2012. Il doit notamment assurer la mise en place d'une clôture complémentaire interdisant toute fuite d'animaux vivants.
Constats : Il est constaté qu'il a été mis en place une double clôture en avant de la clôture existante. Cette seconde clôture est constituée par des glissières de sécurité routière. Il y a 3 glissières placées horizontalement fixées sur des poutres verticales scellées dans le sol. Il apparaît qu'un bovin n'est pas en mesure de passer dessous ou dessus cette double clôture. Pour les petits mammifères, la conjonction des deux clôtures interdit, dans des conditions normales, leurs fuites.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : AP Autorisation Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 7.1.4
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble des installations, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte en tant que de besoin des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation. Les installations sont fermées avec un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non-autorisée.
Constats : A mon arrivée, il est constaté que le site est fermé. Les portails sont fermés. Pour accéder au site, il est nécessaire d'actionner le système audio et visio-phone. Le personnel d'accueil autorise l'accès au site, que ce soit à pied ou avec un véhicule.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : AP Autorisation règlement de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 7.15
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicable à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant présente les procédures existantes en matière de circulation, l'accès au site, les conditions de déchargement des animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

